

INSTITUT DE RECHERCHE EN DROITS HUMAINS (IRDH)

1044, avenue Kambove, Lubumbashi – Email : info@tcct.co.za – Téléphone 00243 85 110 34 09 – 00243 85 819 59 96
www.irdh.co.za ; info@irdh.co.za; @irdh_officiel; @tshiswaka5

Bulletin électronique numéro 067 du 03 juin 2017 / Information et éducation aux droits humains

Editeur responsable : Maître Tshiswaka Masoka Hubert

OBLIGATION DE RENDRE COMPTE :

LES DIRIGEANTS CONGOLAIS NE COMMUNIQUENT PAS ASSEZ AVEC LA POPULATION

L'IRDH a fait appel à la communauté de plus 16.000 membres qui interagissent sur Facebook et Tweeter, afin de connaître qui des dirigeants congolais informent la population de l'accomplissement de ses devoirs quotidiens, par les nouvelles technologies de communication et de l'information. En analysant les réponses, les chercheurs du Projet d'Application des Droits Civils et Politiques (PAD-CIPO) et ceux des Médias Sociaux et Droits Humains (MS&DH) estiment que deux hypothèses se combinent : (i) La population congolaise ne pousse pas assez ses dirigeants à rendre compte de leurs gestions et (ii) les dirigeants tirent malicieusement profit de cette situation, afin d'échapper à leur obligation de rendre compte de leurs actions.

En effet, l'appel ci-dessus a été fondé sur le que les dirigeants de tous les Etats modernes (démocratiques ou pas) s'expliquent, à travers les medias sociaux sur tous les problèmes majeurs de leurs pays, de leur région ou du monde. D'ailleurs, l'article 5 de la Constitution de la RDC reconnaît souveraineté nationale au peuple de qui émane tout pouvoir que lui seul exerce directement ou indirectement par ses représentants.

A titre illustratif, les citoyens des pays voisins ont la possibilité d'écrire ou recevoir de l'information de leurs présidents sur twitter : Edgar Chagwa Lungu de la **Zambie** (@EdgarCLungu), Dr John Magufuli de la **Tanzanie** @MagufuliJP, Pierre Nkurunziza du **Burundi** (@pnkurunziza), Paul Kagame du **Rwanda** (@PaulKagame), Yoweri Kugata Museveni de l'**Ouganda** (@KagutaMuseveni), Salva Kiir du **Soudan du Sud** (@PresSalva), et Denis Sassou **Nguesso du Congo Brazza** (@SassouCG).

Dans le monde, tout le monde peut écrire à propos d'un sujet comme le changement climatique au Président américain, Donald J. Trump @realDonaldTrump, au français Emmanuel Macron @EmmanuelMacron, à l'allemande Angela Merkel @AngelaMerkeICDU ou au russe Vladimir Putin @PutinRF_Eng.

Sur la RDC, les réponses parvenues à IRDH amènent à conclure que les dirigeants de ce pays ne communiquent pas assez avec leur population. Tenez.

- (i) Le compte twitter du Président Joseph Kabila de la RDC (@RDCJosephKabila) qui est connecté au site de la présidence de la République, n'a twitté que trois fois, depuis le début de 2017. Il n'a rien dit sur les graves problèmes que connaît le pays comme : **Les massacres du Kasai, l'assassinat des deux experts de l'ONU, la décapitation de quatre policiers de la PNC, la crise humanitaire à la frontière avec l'Angola, l'évasion par milliers de la prison de Makala, la crise d'Ebola à Likati (Bas-Uele), la grève des médecins de Goma suite à l'assassinat de l'un d'entre eux, les sanctions européennes et américaines contre des membres du gouvernement/ FARDC et ANR.** Etc.
- (ii) Si les membres du Gouvernement central sont joignables sur twitter, mais ils ne disent rien non plus sur toutes les calamités qui arrivent au peuple congolais. Bruno Tshibala (@BrunoTshibala), @RamazaniShadari, Leonard She Okitundu (@sheleonard), Mende Omalanga Lambert (@lambertmende), Bisengimana @cbisengimana, etc.
- (iii) Sur 26 gouverneurs de provinces, il n'y a que deux seulement qui sont accessibles sur twitter, Paluku Julien (@julienpalukucom) et Ngoyi Kasanji Alphonse (@ngoyikasanji1).
- (iv) Aucun maire de ville, moins encore les administrateurs des territoires, les bourgmestres des communes et chefs des secteurs.

Et pourtant, les dirigeants devraient tous communiquer à leurs administrés, en vertu des articles 3 et 5 de la Constitution. L'article 3 stipule :

« Les provinces et les entités territoriales décentralisées de la République Démocratique du Congo sont dotées de la personnalité juridique et sont gérées par les organes locaux. Ces entités territoriales décentralisées sont la ville, la commune, le secteur et la chefferie.

Elles jouissent de la libre administration et de l'autonomie de gestion de leurs ressources économiques, humaines, financières et techniques. [...]».

De ce qui précède, deux interprétations ou hypothèses en découlent :

- (i) La population congolaise n'est pas exigeante et laisse ses dirigeants mal gérer les institutions et les biens publics, selon leurs volontés ;
- (ii) Les dirigeants entretiennent un système de clientélisme et de corruption qui contraint la population à aller vers eux, au lieu que ça soit eux qui rendent compte à la population.

Les chercheurs de l'IRDH concluent que les deux hypothèses ci-dessus se marient. D'une part, la population ne tire pas profit des nouvelles technologies de communications et de l'information, afin de participer positivement au contrôle citoyen. De l'autre, les dirigeants en profitent pour perpétuer un système de clientélisme et de ne rendre compte sur aucune situation, si grave puisse-t-elle être.

De ce fait, IRDH recommande à :

- (i) la population (à travers la société civile) de faire usage des nouvelles technologies de communications et de l'information, afin d'exiger des dirigeants de rendre compte sur des problèmes d'actualité et établir rapidement les responsabilités ;
- (ii) les dirigeants des partis politiques d'éduquer la population à mieux articuler les problèmes quotidiens tels que ceux relatifs à la santé publique (Ebola), sécurité (milices), éducation (non-paiement des enseignants), justice (instrumentalisation de la justice), paix avec les voisins (situation à la frontière avec l'Angola) ou humanitaire (déplacés internes) ;
- (iii) les dirigeants d'institutions publiques de se soumettre à l'exercice démocratique et communiquer au quotidien de leurs obligations, au souverain primaire. Ceci est à leur avantage, d'autant plus que les partis d'opposition envahissent les médias sociaux, pour gagner les élections.